

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 AVRIL 1919

Proposition de loi fixant la journée de travail dans les mines.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La proposition de loi que nous avons l'honneur de déposer ne doit pas nécessiter d'importants développements.

D'abord, depuis dix ans qu'on a limité la journée de travail dans les mines de Belgique, la législation dans ce domaine a fait d'énormes progrès.

Les événements que le monde vient de vivre pendant presque cinq années, ont déterminé, dans les classes ouvrières de tous les pays, un courant irrésistible pour que la journée de travail soit limitée à huit heures sur vingt-quatre dans tous les métiers.

Ce mouvement intense fut officiellement enregistré chez les divers gouvernements de l'Entente, par l'institution d'une section de législation internationale du travail dans la Société des Nations.

Celle-ci a élaboré une espèce de charte qui a pour but de mettre sur pied ce formidable organisme qui doit apporter aux travailleurs de l'univers, la puissance administrative à laquelle ils ont droit dans la législation du travail.

Dans tous les textes mis en avant dans les travaux préparatoires, si, pour les industries diverses, on paraît encore apercevoir une transition plus ou moins courte, tout précise que la journée de huit heures doit être instituée de suite pour l'industrie des mines.

Actuellement, en Belgique, le réveil de la classe ouvrière tout entière, après ses 4 1/2 années d'occupation et de compression, a déterminé un tel mouvement dans le pays, que tout un monde nouveau dans le domaine de la limitation du travail s'organise pour aboutir à la réforme des huit heures.

Depuis le 1^{er} janvier de cette année, nous constatons que dans les pays de grande production — l'Amérique, l'Angleterre et l'Allemagne — la diminution de la journée de travail est descendue au-dessous de huit heures; on

parle même de sept heures et moins. Ce qui prouve que les mineurs belges, en ce moment, sont modérés et raisonnables dans leurs revendications.

Leur dernier congrès national des 26 et 27 janvier 1919, où plus de 120 délégués de tous les bassins miniers sont venus affirmer la volonté tenace et raisonnée d'obtenir la journée de huit heures pour tous les ouvriers attachés aux travaux de la mine, doit nécessairement retenir l'attention des pouvoirs publics autant que des patrons charbonniers.

Dans l'intérêt du pays, la confiance et les espoirs des mineurs ne peuvent pas être déçus, sans courir le risque de ne pas profiter, *pour la reconstruction industrielle*, de l'avantage que les ouvriers mineurs ont travaillé encore quelque temps aux conditions d'avant-l'armistice, pour donner au pays le charbon nécessaire.

C'est dans cet esprit que nous demandons à la Chambre actuelle de voter d'urgence la journée de huit heures dans les mines de Belgique. Elle aura ainsi donné une preuve de bonne volonté avant d'aller devant le suffrage universel.

J. DEJARDIN.



PROPOSITION DE LOI

fixant la journée de travail dans les mines.

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit d'employer au travail au delà du temps fixé par la présente loi, les ouvriers occupés aux travaux des mines. La durée de la journée normale pourra toutefois être prolongée d'une demi-heure au plus, par arrêté royal, selon les nécessités impérieuses du service pour les ouvriers préposés à la surveillance ou aux machines, les accrocheurs aux puits, ainsi que pour les conducteurs de chevaux et leurs aides.

ART. 2.

La durée de la journée normale ne peut excéder huit heures sur vingt-quatre heures.

Pour le personnel du fond, cette durée est comprise pour chaque équipe entre l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendant et l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontant.

La descente de l'équipe ne peut être prolongée au delà du temps raisonnablement nécessaire et le temps total de la montée de l'équipe ne peut excéder de plus de 15 minutes le total de la descente.

WETSVOORSTEL

tot bepaling van den arbeidsdag in de mijnen.

EERSTE ARTIKEL.

Het is verboden, de werklieden, die mijnarbeid verrichten, langer te doen arbeiden dan gedurende den bij deze wet bepaalden tijd. De duur van den gewonen arbeidsdag kan evenwel, bij koninklijk besluit, naar mate van de dringende behoeften van den dienst, ten hoogste één half uur worden verlengd voor de werklieden belast met het toezicht of aangesteld bij de machines, voor de aanhakers in de schachten, alsmede voor de paardenvoerders en hunne helpers.

ART. 2.

De duur van den gewonen arbeidsdag mag niet acht uren overschrijden per etmaal.

Voor de werklieden arbeidende in de ondergrondsche werken wordt die duur, voor elke ploeg, gerekend van af het oogenblik, waarop de eerste neergelaten werklieden in de schacht treden, tot dit waarop de laatste opgehaalde werklieden bovenkomen.

Het neerlaten der ploeg mag niet langer duren dan de redelijkerwijze noodige tijd en de tijd besteed aan het ophalen der ploeg mag, in't geheel, niet met meer dan vijftien minuten den geheelen tijd, vereischt

La remonte devra se faire par les mêmes moyens que la descente.

Lorsque les travaux souterrains sont accessibles par la galerie, la durée de la journée est comptée depuis l'entrée des ouvriers dans la galerie d'accès jusqu'à leur retour au même point.

Pour le personnel de la surface, un bureau de contrôle d'arrivée et sortie pourra être établi à chacun des puits ou chantiers.

ART. 3.

La durée de la journée normale doit être réduite, par arrêté royal, en ce qui concerne les ouvriers occupés dans les travaux rendus particulièrement insalubres, notamment par une chaleur ou une humidité excessives. Cette application sera de règle quand la température dépassera 26 degrés.

ART. 4.

L'interdiction édictée par l'article premier ne s'applique pas aux travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise.

Chaque fois que la durée de la journée est prolongée pour l'une des raisons visées dans l'alinéa précédent, le chef d'entreprise ou son préposé est obligé d'en avertir dans les trois jours l'ingénieur des mines et l'inspecteur-ouvrier du ressort;

voor de neerlating, overschrijden.

De ophaling moet met dezelfde werktuigen geschieden als de neerlating.

Wanneer de ondergrondse werken toegankelijk zijn door eene galerij, wordt de duur van den arbeidsdag gerekend van het oogenblik, waarop de arbeiders in de toegangsgalerij treden, tot dat zij op dezelfde plaats terugkomen.

Voor de werklieden arbeidende op de bovengrondse werken kan, bij elke schacht of elke werkplaats, een bureel van contrôle voor de aankomst en het vertrek worden ingericht.

ART. 3.

De duur van den gewonen arbeidsdag moet bij koninklijk besluit worden verkort ten aanzien van de werkers arbeidende aan werken die bijzonder ongezond zijn, met name door bovenmatige hitte of vochtigheid. Dit geldt als regel, wanneer de warmtegraad boven 26 is.

ART. 4.

Het verbod, vervat in artikel 1, is niet van toepassing op de spoedeisende werken, opgelegd door een geval van overmacht of van noodzakelijkheid gaande buiten de gewone vooruitzichten der onderneming.

Telkens wanneer wegens eene der oorzaken, bedoeld in het vorig lid, de duur van den arbeidsdag wordt verlengd, is het hoofd der onderneming of zijn aangestelde verplicht daarvan binnen drie dagen kennis te geven aan den mijnningenieur en

de plus, il en fera mention dans un registre spécial, avec l'indication de la durée du travail supplémentaire, du nombre des ouvriers occupés à celui-ci et des motifs ayant entraîné cette mesure.

ART. 5.

En cas de chômage résultant de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles, le Gouverneur pourra, sur les rapports concordants de l'ingénieur et de l'inspecteur-ouvrier des mines, après consultation des organisations ouvrières, autoriser la prolongation de la journée normale à chaque siège d'exploitation pour un mois au plus pendant le cours d'une année.

ART. 6.

Le règlement d'atelier mentionnera pour chaque équipe les heures du commencement et de la fin de la montée.

L'horaire sera approuvé préalablement par l'administration des mines, après consultation des organisations de mineurs de la région intéressée.

ART. 7.

Les ingénieurs et les inspecteurs-ouvriers des mines sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi. Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire.

Une copie du procès-verbal sera,

aan den opziener-werkman van het gebied; bovendien maakt hij melding daarvan in een daartoe bestemd register, met aantekening van den duur van den bijkomenden arbeid en het aantal der daaraan arbeidende werklieden, alsmede van de oorzaken welke diën maatregel oplegden.

ART. 5.

In geval van werkloosheid, voortvloeiende uit overmacht, of in buitengewone omstandigheden mag de Gouverneur, op overeenstemmende verslagen van den ingenieur en van den opziener-werkman der mijnen, na raadpleging der werkmansinrichtingen, machtiging geven tot verlenging van den gewonen arbeidsdag, bij elken zetel van ontginning, voor ten hoogste ééne maand gedurende den loop van één jaar.

ART. 6.

Het werkplaatsreglement vermeldt, voor elke ploeg, de uren waarop de ophaling begint en eindigt.

De uurregeling wordt vooraf goedgekeurd door het bestuur der mijnen, na raadpleging der mijnwerkersinrichtingen van de betrokken streek.

ART. 7.

De ingenieurs en de opzieners-werklieden der mijnen zijn belast met de zorg voor de naleving van deze wet. Zij stellen de overtredingen vast door middel van processen-verbaal die gelden zoolang het tegenbewijs niet is ingebracht.

Op straffe van nietigheid wordt,

dans les quarante-huit heures, remise aux contrevenants, patrons et ouvriers, à peine de nullité.

ART. 8.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront contrevenu aux autres prescriptions de l'article 4, second alinéa, et de l'article 6 seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront contrevenu aux autres prescriptions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution seront punis :

1° D'une amende de 26 à 100 francs, si le nombre des ouvriers employés en contravention à la loi ou aux arrêtés ne dépasse pas cinq ;

2° D'une amende de 101 à 1,000 francs, si le nombre de ces personnes est supérieur à cinq sans dépasser vingt-cinq ;

3° D'une amende de 1,001 à 5,000 francs, s'il y en a davantage.

L'amende sera applicable pour chaque jour que l'infraction aura été commise.

ART. 9.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines édictées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

binnen acht-en-veertig uren, een afschrift van het proces-verbaal aan de overtreders, patroons en werklieden, afgegeven.

ART. 8.

De hoofden van onderneming of hunne aangestelden, die de overige voorschriften van artikel 4, tweede lid, en van artikel 6 overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank.

De hoofden van onderneming of hunne aangestelden, die de overige voorschriften van deze wet en van de besluiten betreffende hare uitvoering overtreden, worden gestraft :

1° Met eene boete van 26 tot 100 frank, indien het getal werkers, in strijd met de wet of met de besluiten arbeidende, vijf niet overschrijdt ;

2° Met eene boete van 101 tot 1,000 frank, indien het getal dier personen boven vijf gaat zonder vijf-en-twintig te overschrijden ;

3° Met eene boete van 1,001 tot 5,000 frank, indien er meer zijn.

De boete wordt toegepast voor elken dag dat de overtreding werd gepleegd.

ART. 9.

De hoofden van onderneming of hunne aangestelden, die het toezicht, uit kracht van deze wet ingericht, hebben belemmerd, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank, onverminderd, indien daarvoor gronden aanwezig zijn, de toepassing van de straffen bepaald in de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

ART. 10.

En cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation encourue en vertu des articles précédents, les peines pourront être portées au double.

ART. 11.

Seront punis d'une amende de 1 à 25 francs, les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur contrairement aux prescriptions de la présente loi.

En cas de récidive dans les douze mois, à partir de la condamnation antérieure, l'amende pourra être portée au double.

ART. 12.

Le chapitre VII et l'article 85 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 13.

L'action publique résultant d'une infraction à la présente loi se prescrit par un an à partir du jour où l'infraction a été commise.

ART. 14.

Les tribunaux de police connaissent, même en cas de récidive, des infractions à l'article 11 de la présente loi.

ART. 10.

In geval van herhaling binnen vijf jaren volgende op eene veroordeeling, uit kracht van de voorgaande artikelen uitgesproken, kunnen de straffen op het dubbel worden gebracht.

ART. 11.

Met eene boete van 1 frank tot 25 frank worden gestraft de vader, de moeder of de voogd die hun minderjarig kind of pleegkind doen of laten werken in strijd met de voorschriften van deze wet.

In geval van herhaling binnen twaalf maanden te rekenen van de vorige veroordeeling, kan de boete op het dubbel worden gebracht.

ART. 12.

Hoofdstuk VII en artikel 85 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de overtredingen voorzien bij deze wet.

ART. 13.

De openbare rechtsvordering, voortvloeiende uit eene overtreding van deze wet, verjaart door verloop van één jaar te rekenen van den dag waarop de overtreding werd begaan.

ART. 14.

Derechtbanken van politienemen, zelfs in geval van herhaling, kennis van de overtreding van artikel 11 dezer wet.

ART. 15.

La présente loi entrera en vigueur trente jours après le vote de celle-ci.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

Toutefois, le premier rapport sera présenté dans le courant de la deuxième année d'application de la loi.

ART. 15.

Deze wet treedt in werking dertig dagen na hare goedkeuring.

Om de drie jaren doet de Regeering aan de Kamers verslag over de uitvoering en over de werking der wet.

Echter wordt het eerste verslag uitgebracht in den loop van het tweede jaar van de toepassing der wet.

J. DEJARDIN.

D. MAROILLE.

J. DESTRÉE.

SOUPLIT NICOLAS.

S. DONNAY.

A. BRENEZ.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 APRIL 1949.

Wetsvoorstel

tot bepaling van den arbeidsdag in de mijnen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben voor te leggen, dient niet breedvoerig te worden uiteengezet.

Vooreerst, sedert tien jaar dat men den arbeidsduur in de Belgische mijnen verminderd heeft, is op dit gebied de wetgeving aanzienlijk vooruitgegaan.

De gebeurtenissen, die de wereld gedurende bijna vijf jaar beleefde, hebben in den arbeidersstand over de gansche wereld een onwederstaanbare strooming doen ontstaan om in alle bedrijven den arbeidsdag te verkorten tot acht uur per etmaal.

Deze sterke strooming werd officieel erkend door de verschillende regeringen der Entente, wanneer zij eene afdeeling voor internationale arbeidswetgeving in den Volkerenbond tot stand brachten.

Deze bond heeft eene soort keure opgemaakt, die ten doel heeft, dit reusachtig werk tot stand te brengen, waardoor de arbeiders der gansche wereld de bestuurskracht moeten bekomen, waarop zij in de arbeidswetgeving aanspraak hebben.

Wanneer men voor de verscheidene nijverheidstakken, in de teksten voorgesteld bij de voorbereidende handelingen, nog een min of meer korten overgang meent te bespeuren, wijst er evenwel alles op, dat, wat de mijnnijverheid betreft, de achturedag onmiddellijk moet ingevoerd worden.

Op dit oogenblik heeft, in België, de ontwaking van de geheele arbeidersklasse, na 4 1/2 jaar bezetting en verdrukking, eene zoo geweldige beweging doen ontstaan, dat, op het gebied van de arbeidsverkortung, een geheel nieuwe wereld aan 't ontstaan is om te komen tot den achturedag.

Sedert 1 Januari van dit jaar stellen wij vast dat in de landen met groote

voortbrenging — Amerika, Engeland en Duitschland —, de verkorting van den arbeidsdag geduld is onder acht uur; men spreekt zelfs van zeven uur en minder. Daaruit blijkt dat, op dit oogenblik, de eischen der Belgische mijnwerkers gematigd en redelijk zijn.

Hun jongste Nationaal Congres van 26 en 27 Januari 1919, waar meer dan 120 afgevaardigden van alle mijnbekkens hun krachtdadigen en beredeneerden wil bevestigden om den achturedag te verkrijgen voor al de arbeiders in de mijnwerken, moet noodzakelijkerwijze de aandacht van de openbare besturen evenals van de mineigenaars opwekken.

In het belang van het land mag men de mijnwerkers in hun vertrouwen en hunne hoop niet ontgoochelen zonder gevaar te loopen geen nut te kunnen trekken, *voor de herstelling van onze nijverheid*, uit het voordeel, dat de mijnwerkers nog eenigen tijd mits de bedingen van vóór den wapenstilstand gearbeid hebben om aan het land de noodige kolen te verschaffen.

Met dat doel verzoeken wij de tegenwoordige Kamer, den achturedag voor de Belgische mijnen zonder verwijl aan te nemen. Aldus zal zij, alvorens zich voor het algemeen stemrecht aan te bieden, een bewijs leveren van haren goeden wil.

J. DEJARDIN.



PROPOSITION DE LOI

fixant la journée de travail dans les mines.

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit d'employer au travail au delà du temps fixé par la présente loi, les ouvriers occupés aux travaux des mines. La durée de la journée normale pourra toutefois être prolongée d'une demi-heure au plus, par arrêté royal, selon les nécessités impérieuses du service pour les ouvriers préposés à la surveillance ou aux machines, les accrocheurs aux puits, ainsi que pour les conducteurs de chevaux et leurs aides.

ART. 2.

La durée de la journée normale ne peut excéder huit heures sur vingt-quatre heures.

Pour le personnel du fond, cette durée est comprise pour chaque équipe entre l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendant et l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontant.

La descente de l'équipe ne peut être prolongée au delà du temps raisonnablement nécessaire et le temps total de la montée de l'équipe ne peut excéder de plus de 15 minutes le total de la descente.

WETSVOORSTEL

tot bepaling van den arbeidsdag in de mijnen.

EERSTE ARTIKEL.

Het is verboden, de werklieden, die mijnarbeid verrichten, langer te doen arbeiden dan gedurende den bij deze wet bepaalden tijd. De duur van den gewonen arbeidsdag kan evenwel, bij koninklijk besluit, naar mate van de dringende behoeften van den dienst, ten hoogste één half uur worden verlengd voor de werklieden belast met het toezicht of aangesteld bij de machines, voor de aanhakers in de schachten, alsmede voor de paardenvoerders en hunne helpers.

ART. 2.

De duur van den gewonen arbeidsdag mag niet acht uren overschrijden per etmaal.

Voor de werklieden arbeidende in de ondergrondsche werken wordt die duur, voor elke ploeg, gerekend van af het oogenblik, waarop de eerste neergelaten werklieden in de schacht treden, tot dit waarop de laatste opgehaalde werklieden bovenkomen.

Het neerlaten der ploeg mag niet langer duren dan de redelijkerwijze noodige tijd en de tijd besteed aan het ophalen der ploeg mag, in't geheel, niet met meer dan vijftien minuten den geheelen tijd, vereischt

La remonte devra se faire par les mêmes moyens que la descente.

Lorsque les travaux souterrains sont accessibles par la galerie, la durée de la journée est comptée depuis l'entrée des ouvriers dans la galerie d'accès jusqu'à leur retour au même point.

Pour le personnel de la surface, un bureau de contrôle d'arrivée et sortie pourra être établi à chacun des puits ou chantiers.

ART. 3.

La durée de la journée normale doit être réduite, par arrêté royal, en ce qui concerne les ouvriers occupés dans les travaux rendus particulièrement insalubres, notamment par une chaleur ou une humidité excessives. Cette application sera de règle quand la température dépassera 26 degrés.

ART. 4.

L'interdiction édictée par l'article premier ne s'applique pas aux travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise.

Chaque fois que la durée de la journée est prolongée pour l'une des raisons visées dans l'alinéa précédent, le chef d'entreprise ou son préposé est obligé d'en avertir dans les trois jours l'ingénieur des mines et l'inspecteur-ouvrier du ressort;

voor de neerlating, overschrijden.

De ophaling moet met dezelfde werktuigen geschieden als de neerlating.

Wanneer de ondergrondsche werken toegankelijk zijn door eene galerij, wordt de duur van den arbeidsdag gerekend van het oogenblik, waarop de arbeiders in de toegangsgalerij treden, tot dat zij op dezelfde plaats terugkomen.

Voor de werklieden arbeidende op de bovengrondsche werken kan, bij elke schacht of elke werkplaats, een bureel van contrôle voor de aankomst en het vertrek worden ingericht.

ART. 3.

De duur van den gewonen arbeidsdag moet bij koninklijk besluit worden verkort ten aanzien van de werkers arbeidende aan werken die bijzonder ongezond zijn, met name door bovenmatige hitte of vochtigheid. Dit geldt als regel, wanneer de warmtegraad boven 26 is.

ART. 4.

Het verbod, vervat in artikel 1, is niet van toepassing op de spoedeisende werken, opgelegd door een geval van overmacht of van noodzakelijkheid gaande buiten de gewone vooruitzichten der onderneming.

Telkens wanneer wegens eene der oorzaken, bedoeld in het vorig lid, de duur van den arbeidsdag wordt verlengd, is het hoofd der onderneming of zijn aangestelde verplicht daarvan binnen drie dagen kennis te geven aan den mijningenieur en

de plus, il en fera mention dans un registre spécial, avec l'indication de la durée du travail supplémentaire, du nombre des ouvriers occupés à celui-ci et des motifs ayant entraîné cette mesure.

ART. 5.

En cas de chômage résultant de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles, le Gouverneur pourra, sur les rapports concordants de l'ingénieur et de l'inspecteur-ouvrier des mines, après consultation des organisations ouvrières, autoriser la prolongation de la journée normale à chaque siège d'exploitation pour un mois au plus pendant le cours d'une année.

ART. 6.

Le règlement d'atelier mentionnera pour chaque équipe les heures du commencement et de la fin de la montée.

L'horaire sera approuvé préalablement par l'administration des mines, après consultation des organisations de mineurs de la région intéressée.

ART. 7.

Les ingénieurs et les inspecteurs-ouvriers des mines sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi. Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire.

Une copie du procès-verbal sera,

aan den opziener-werkman van het gebied; bovendien maakt hij melding daarvan in een daartoe bestemd register, met aanteekening van den duur van den bijkomenden arbeiden het aantal der daaraan arbeidende werklieden, alsmede van de oorzaken welke dien maatregel oplegden.

ART. 5.

In geval van werkloosheid, voortvloeiende uit overmacht, of in buitengewone omstandigheden mag de Gouverneur, op overeenstemmende verslagen van den ingenieur en van den opziener-werkman der mijnen, na raadpleging der werkmansinrichtingen, machtiging geven tot verlenging van den gewonen arbeidsdag, bij elken zetel van ontginning, voor ten hoogste ééne maand gedurende den loop van één jaar.

ART. 6.

Het werkplaatsreglement vermeldt, voor elke ploeg, de uren waarop de ophaling begint en eindigt.

De uurregeling wordt vooraf goedgekeurd door het bestuur der mijnen, na raadpleging der mijnwerkersinrichtingen van de betrokken streek.

ART. 7.

De ingenieurs en de opzieners-werklieden der mijnen zijn belast met de zorg voor de naleving van deze wet. Zij stellen de overtredingen vast door middel van processen-verbaal die gelden zoolang het tegenbewijs niet is ingebracht.

Op straffe van nietigheid wordt,

dans les quarante-huit heures, remise aux contrevenants, patrons et ouvriers, à peine de nullité.

ART. 8.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront contrevenu aux autres prescriptions de l'article 4, second alinéa, et de l'article 6 seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront contrevenu aux autres prescriptions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution seront punis :

1° D'une amende de 26 à 100 francs, si le nombre des ouvriers employés en contravention à la loi ou aux arrêtés ne dépasse pas cinq;

2° D'une amende de 101 à 1,000 francs, si le nombre de ces personnes est supérieur à cinq sans dépasser vingt-cinq;

3° D'une amende de 1,001 à 5,000 francs, s'il y en a davantage.

L'amende sera applicable pour chaque jour que l'infraction aura été commise.

ART. 9.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines édictées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

binnen acht-en-veertig uren, een afschrift van het proces-verbaal aan de overtreders, patroons en werklieden, afgegeven.

ART. 8.

De hoofden van onderneming of hunne aangestelden, die de overige voorschriften van artikel 4, tweede lid, en van artikel 6 overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank.

De hoofden van onderneming of hunne aangestelden, die de overige voorschriften van deze wet en van de besluiten betreffende hare uitvoering overtreden, worden gestraft :

1° Met eene boete van 26 tot 100 frank, indien het getal werkers, in strijd met de wet of met de besluiten arbeidende, vijf niet overschrijdt;

2° Met eene boete van 101 tot 1,000 frank, indien het getal dier personen boven vijf gaat zonder vijf-en-twintig te overschrijden;

3° Met eene boete van 1,001 tot 5,000 frank, indien er meer zijn.

De boete wordt toegepast voor elken dag dat de overtreding werd gepleegd.

ART. 9.

De hoofden van onderneming of hunne aangestelden, die het toezicht, uit kracht van deze wet ingericht, hebben belemmerd, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank, onverminderd, indien daarvoor gronden aanwezig zijn, de toepassing van de straffen bepaald in de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

ART. 10.

En cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation encourue en vertu des articles précédents, les peines pourront être portées au double.

ART. 11.

Seront punis d'une amende de 1 à 25 francs, les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur contrairement aux prescriptions de la présente loi.

En cas de récidive dans les douze mois, à partir de la condamnation antérieure, l'amende pourra être portée au double.

ART. 12.

Le chapitre VII et l'article 85 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 13.

L'action publique résultant d'une infraction à la présente loi se prescrit par un an à partir du jour où l'infraction a été commise.

ART. 14.

Les tribunaux de police connaissent, même en cas de récidive, des infractions à l'article 11 de la présente loi.

ART. 10.

In geval van herhaling binnen vijf jaren volgende op eene veroordeeling, uit kracht van de voorgaande artikelen uitgesproken, kunnen de straffen op het dubbel worden gebracht.

ART. 11.

Met eene boete van 1 frank tot 25 frank worden gestraft de vader, de moeder of de voogd die hun minderjarig kind of pleegkind doen of laten werken in strijd met de voorschriften van deze wet.

In geval van herhaling binnen twaalf maanden te rekenen van de vorige veroordeeling, kan de boete op het dubbel worden gebracht.

ART. 12.

Hoofdstuk VII en artikel 85 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de overtredingen voorzien bij deze wet.

ART. 13.

De openbare rechtsvordering, voortvloeiende uit eene overtreding van deze wet, verjaart door verloop van één jaar te rekenen van den dag waarop de overtreding werd begaan.

ART. 14.

Derechtbanken van politienemen, zelfs in geval van herhaling, kennis van de overtreding van artikel 11 dezer wet.

ART. 15.

La présente loi entrera en vigueur trente jours après le vote de celle-ci.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

Toutefois, le premier rapport sera présenté dans le courant de la deuxième année d'application de la loi.

ART. 15.

Deze wet treedt in werking dertig dagen na hare goedkeuring.

Om de drie jaren doet de Regering aan de Kamers verslag over de uitvoering en over de werking der wet.

Echter wordt het eerste verslag uitgebracht in den loop van het tweede jaar van de toepassing der wet.

J. DEJARDIN.

D. MAROILLE.

J. DESTREE.

SOUPLIT NICOLAS.

S. DONNAY.

A. BRENEZ.

